

L'ONU doit poursuivre sa mission de bons offices pour sortir le Burundi de la crise

UN News Centre, 20/11/2017 Burundi : l'ONU doit continuer son appui en vue d'une sortie de crise, selon l'Envoyé spécial. Quelles que soient les difficultés persistantes au Burundi, l'ONU doit poursuivre sa mission de bons offices, aux côtés de la sous-région, pour aider ce pays à sortir de la crise, a déclaré lundi au Conseil de sécurité, l'Envoyé spécial Secrétaire général pour le Burundi, Michel Kafando.

Venu faire le bilan de sa mission au cours des trois derniers mois, le haut fonctionnaire a expliqué aux membres du Conseil avoir convenu, avec le médiateur et le facilitateur de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) pour le dialogue inter-burundais, le Président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, et l'ex-Président de la Tanzanie, Benjamin Mkapa, de la nécessité de convoquer un mini-sommet régional, « aux fins d'évaluer les avancées des négociations ». La Résolution 2303 (2016) avait souligné l'urgence d'un dialogue inter-burundais « véritable et inclusif », lequel est, avec l'évolution de la situation sécuritaire et le respect des droits de l'homme, l'un des trois critères pour adapter « la taille, la composition et le mandat de la composante de police » dont le Conseil de sécurité avait autorisé le déploiement, le 29 juillet 2016, au Burundi. Ce dialogue, a rappelé l'Envoyé spécial, doit associer l'opposition burundaise en exil, dont le Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et la restauration de l'état de droit (CNARED), avec lequel M. Kafando s'est entretenu le 14 octobre dernier. À l'approche du cycle électoral de 2020, le Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix (CCP), Jörg Lauber (Suisse), a préconisé d'élaborer, une « feuille de route » pour définir les conditions préalables à la tenue d'un scrutin « libre, juste, pacifique et démocratique ». Or, les autorités burundaises s'attendent à la préparation des prochaines élections, malgré l'absence de « juste solution » à la question du dialogue inclusif, a relevé l'Envoyé spécial. Considérant pour sa part que le dialogue inter-burundais se poursuit « normalement », avec des « consultations fructueuses » de part et d'autre, le représentant du Burundi, Albert Shingiro, a cependant estimé que pour maintenir « cette dynamique régionale vivace », il serait souhaitable d'éviter des mécanismes parallèles de nature à fausser « la trajectoire actuelle du dialogue ». Pour son gouvernement, toute tentative d'accès au pouvoir par des raccourcis anticonstitutionnels serait « inacceptable ». Selon M. Kafando, « tout était apparemment calme » lorsqu'il s'est rendu à Bujumbura il y a deux semaines, en dehors de manifestations « de colère » contre la décision de la Cour pénale internationale (CPI) d'ouvrir des enquêtes sur les crimes contre l'humanité commis depuis 2015 au Burundi. Des manifestations qui dénonçaient également les informations faisant état d'allégations de violations des droits de l'homme dans le pays, dont des « arrestations ou emprisonnement arbitraires, tortures, disparitions forcées, traitements inhumains et dégradants ou restrictions de liberté d'association, d'intimidation, et discours de haine ». Le gouvernement, a fait cependant observer M. Kafando, n'a pas encore concrètement satisfait sa décision de coopérer pleinement avec le Conseil des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés/ Toutefois, les négociations se poursuivent avec le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});